

Multinationales : **A Gaza, le capitalisme au cœur d'une économie de génocide**

Le 26 Août 2025 7 min

Plus d'un millier de firmes internationales jouent un rôle moteur dans le processus génocidaire à Gaza, dénonce un rapport de Francesca Albanese, rapporteuse spéciale de l'ONU sur les territoires palestiniens occupés.

Une femme et un enfant courent se mettre à l'abri lors d'une frappe aérienne israélienne visant l'école d'Abu Hilo, gérée par l'UNRWA, dans le camp de réfugiés de Bureij, dans le centre de Gaza, le 17 juillet 2025. PHOTO : MOIZ SALHI / Anadolu via AFP

Par [Amélie David](#)

Si l'argent est le nerf de la guerre, le capitalisme est la colonne vertébrale d'une mécanique génocidaire. Bombardements, corps décharnés par la famine, exodes massifs : depuis bientôt deux ans, le monde assiste à un génocide dans la bande de Gaza, comme le dénoncent [Amnesty International](#), les organisations israéliennes B'Tselem et Physicians for Human Rights Israel, [et la rapporteuse spéciale de l'ONU sur les territoires palestiniens occupés, Francesca Albanese](#)¹.

Dans un nouveau rapport présenté le 5 juillet 2025, cette juriste détaille les flux de capitaux et de technologies qui alimentent l'appareil militaire israélien en dehors de toute régulation.

« *Ce qui est important, c'est d'où vient ce rapport : des Nations unies et qu'il relie la responsabilité des entreprises au droit international* », explique l'économiste palestinien Ibrahim Shikaki.

Plus de 1 000 entreprises sont impliquées : production de gaz (Chevron), d'armes (Lockheed Martin, Elbit Systems), construction (Caterpillar, Hyundai), surveillance numérique (Palantir, IBM), financement (Vanguard, Allianz), *cloud* et intelligence artificielle (Google, Microsoft, Amazon). Booking.com ou Airbnb sont également épinglées pour la commercialisation de biens immobiliers situés dans des colonies illégales.

Les fonds de pension, y compris publics, continuent d'investir massivement dans les entreprises de l'armement et des machines impliquées dans les destructions et la colonisation. A l'image de la Caisse de dépôt et placement du Québec qui a multiplié par trois ses investissements dans Lockheed Martin et par dix ses investissements dans Hyundai entre 2023 et 2024, en contradiction avec ses propres engagements éthiques.

« *Francesca Albanese explique comment le génocide des Gazaouis s'articule avec le capitalisme global, avec la croissance et avec le colonialisme*, commente la professeure titulaire de sociologie à l'Université Carleton, à Ottawa au Canada, Nahla

Abdo. *Les profits se font à travers les guerres, à travers l'anéantissement de l'autre et l'extraction de toutes sortes de ressources — des terres et de l'eau. »*

Un modèle économique

D'après le rapport, Israël a transformé la colonisation en un modèle économique soutenu par l'économie mondialisée, la militarisation du conflit et la rentabilité d'une occupation prolongée. Des acteurs financiers comme Barclays ou Vanguard continuent d'acheter des obligations d'État israéliennes malgré la crise budgétaire du pays. La guerre à Gaza a en effet creusé un gouffre dans les finances israéliennes à cause de l'explosion des dépenses militaires et sociales, de la chute du tourisme et de la fuite des capitaux. Résultat, Israël a enregistré un déficit budgétaire record de 8,2 % en 2024.

« Ce document fournit des preuves précieuses sur le lien entre l'État et le capitalisme. Rien d'illogique dans la manière dont, malheureusement, le secteur militaire et technologique a été impliqué dans ce génocide », analyse Ali Chalak, professeur d'économie appliquée à l'Université américaine de Beyrouth.

Francesca Albanese pointe aussi la dépendance d'universités à l'économie politique d'Israël, comme la Technische Universität München, les laboratoires du MIT (Massachusetts Institute of Technology) ou l'Université d'Édimbourg. Elles participent à des projets financés par le ministère israélien de la Défense ou par les programmes européens Horizon, qui incluent des partenaires israéliens accusés d'apartheid. *« Le système d'apartheid, d'occupation et de génocide israélien n'est pas possible sans l'aide internationale qui vient, la plupart du temps, de l'Occident », souligne Shir Hever, économiste indépendant diplômé de l'université libre de Berlin.*

Pour Ibrahim Shikaki, deux récits cohabitent autour d'Israël : celui d'une force d'occupation qui affame Gaza et, l'autre, d'une démocratie avec des start-up :

« C'est ce qui permet à ces entreprises d'opérer avec le gouvernement ou l'armée et de ne pas être tenues pour responsables. »

Le rapport démontre la rentabilité de la guerre : en moins de deux ans, l'indice de la Bourse de Tel-Aviv a bondi de 179 %, malgré la crise budgétaire, la dévaluation du shekel et les appels au boycott. Les secteurs de l'armement, du numérique et de l'énergie sont notamment responsables de cette flambée. De leur côté, les multinationales minières comme Glencore et Drummond Company approvisionnent l'État hébreu en charbon et assurent la continuité de sa production énergétique.

« Ce rapport remet en cause le pouvoir de l'empire. Il révèle des vérités que les gouvernements occidentaux et leurs entreprises veulent cacher », insiste Shir Hever qui a travaillé pour le mouvement BDS (boycott, désinvestissement et sanctions).

Il en veut pour preuve les sanctions imposées par les Etats-Unis à Francesca Albanese à la suite de sa publication. Des voix se sont élevées pour soutenir la rapporteuse spéciale, [notamment dans une lettre ouverte](#) signée par une dizaine d'économistes.

Un rapport historique

Avec la guerre, la Palestine est devenue un laboratoire technologique : Palantir, Amazon, Microsoft y testent en conditions réelles des technologies de reconnaissance faciale, de ciblage algorithmique ou de collecte biométrique. Ce qui permet à l'armée israélienne de viser précisément des personnes, par exemple des journalistes, qui sont [victimes d'« assassinats systématiques » selon l'ONU](#). Cinq reporters ont été tués le 24 août, ce qui porte le nombre de journalistes palestiniens tués à 193.

Depuis l'automne 2023, les services de *cloud* de Google et Amazon, dans le cadre du projet Nimbus, aident l'armée israélienne à maintenir ses capacités de commandement.

« On parle peu du fait qu'une entreprise comme Caterpillar Tractor ou Google gagne de l'argent en contribuant à tuer des Palestiniens. Le rapport est, en ce sens, historique », observe Nidhi Srinivas, professeur de management à The New School, à New York aux Etats-Unis, et signataire de la lettre.

L'expert, qui a vécu au Canada pendant dix ans, relie la situation palestinienne à l'histoire coloniale de ce pays, qui s'est construit sur les bases d'un système capitaliste orchestré par la Compagnie de la Baie d'Hudson et des colons français et anglais.

« Personne ne s'en souvient aujourd'hui mais la Compagnie a tué des peuples autochtones, elle les a déracinés et a détruit la vie de ceux qui vivaient sur cette terre depuis des siècles. »

« Nous continuons à considérer les entreprises comme innocentes face au génocide, alors que nous en sommes complices, via l'économie. Jusqu'à ce que nous nous élevions contre ça, nous resterons complices », poursuit-il.

Cette complicité est camouflée par des montages juridiques : filiales, franchises, joint-ventures ou sous-traitances diluent les responsabilités. Le droit international reste peu contraignant et appliqué.

Francesca Albanese tire plusieurs recommandations pour s'attaquer à l'architecture financière, technologique et idéologique qui permet à cette guerre de se perpétuer : elle demande aux Etats membres d'imposer un embargo total sur les armes à Israël, de suspendre des accords commerciaux, ou encore de sanctionner des individus impliqués dans des activités susceptibles de mettre en danger les Palestiniens.

Elle appelle à une responsabilisation juridique du secteur privé : *« Ce n'est qu'en jugeant les dirigeants d'entreprises complices qu'on pourra mettre fin à cette économie de guerre »,* affirme-t-elle. Les experts appellent à continuer les mobilisations et les

boycotts et espèrent voir plus de pression sur les gouvernements et les entreprises qui alimentent cette guerre.

« A l'avenir, certaines de ces entreprises seront vues comme celles qui ont été impliquées dans les pires atrocités commises dans le monde. Mais cela a, pour l'heure, trop peu d'impact sur la vie des Palestiniens », tempère Ibrahim Shikaki.

Gaza n'est pas une exception : c'est un miroir de notre économie globale, où la guerre est une opportunité d'investissement et la destruction une source de profits.

Amélie David